

Municipales : A deux jours du second tour, la campagne se tend dans l'Hexagone

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / LA RÉDACTION

20 mars 2026



La fièvre monte à deux jours du second tour des élections municipales, en particulier dans les grandes villes de l'Hexagone où les scrutins sont très serrés comme à Toulouse, Toulon ou à Marseille qui a vu s'affronter les deux principaux candidats à la télévision.

Les deux favoris de l'élection marseillaise, le maire sortant divers gauche Benoît Payan arrivé légèrement devant son challenger d'extrême droite Franck Allisio au premier tour, se sont affrontés durant 30 minutes, opposant deux visions de la 2e ville de France, dans ce débat sur France 2, en partenariat avec France Inter.

Marseille « *doit rester une ville fraternelle et unie. En tout cas, c'est le combat de ma vie* », a asséné Benoît Payan, accusant le député RN de vouloir "diviser" voire « *trier les gens* » notamment avec son idée de « *pass anti-racailles* » sur les plages.

Franck Allisio, se posant comme le futur « *maire de l'ordre et de la sécurité* », a accusé sans l'étayer Benoît Payan d'avoir conclu « *un accord secret avec Jean-Luc Mélenchon* » après le retrait mardi de Sébastien Delogu, le candidat Insoumis arrivé à la quatrième place. « *Ne laissons pas tomber Marseille dans les mains de la gauche et de l'extrême gauche* » a-t-il asséné. « *Fake news* » lui a répondu l'édile.

Tous les deux ont ensuite appelé les abstentionnistes à se mobiliser dimanche dans la cité phocéenne où près d'un électeur sur deux ne s'est pas rendu aux urnes.

« *Dimanche, c'est le destin de la ville qui se joue, c'est les vingt-sept siècles d'histoire qui nous regardent* », a assuré Monsieur Payan. « *Nous avons entre nos mains le pouvoir de changer les choses dans notre vie, d'avoir à nouveau un Marseille en ordre* », lui a rétorqué Monsieur Allisio.

Plus à l'est dans le Var, le suspense est total à Toulon où la députée d'extrême droite Laure Lavalette, arrivée largement en tête dimanche, pourrait pâtir d'un front anti-RN depuis le retrait du candidat LR Michel Bonnus qui a appelé "avec clarté et sans équivoque" à voter pour la maire divers droite sortante Josée Massi.

Jeudi 19 mars, pour sa dernière réunion publique, Mme Lavalette s'est présentée devant une centaine comme « *la seule femme de droite de cette élection* ».

Au même moment, Josée Massi se tenait elle devant plus de 600 personnes

au Zénith de Toulon, en présence notamment de l'ancien footballeur international Bafétimbi Gomis, remerciant cette « *union qui est une évidence et à laquelle rien ne s'opposera* ».

À Nice, le maire sortant Christian Estrosi (Horizons), en ballottage très défavorable face à son rival Éric Ciotti (UDR-RN) après une invraisemblable campagne, s'est lui posé en rassembleur contre ce qu'il a décrit comme « *la menace d'un système d'ultra-droite* », devant quelques centaines de personnes agitant des pancartes « Sauvons Nice ».

Si des écologistes lui ont apporté leur soutien pour éviter que Nice devienne « *une tache brune sur la carte de France* », la tête de liste PS-PCF-Ecologistes Juliette Chesnel-Le Roux a répété que le maire sortant ne pouvait pas s'ériger en rempart après avoir été engagé toute sa carrière dans « *une course-poursuite avec l'extrême droite* ».

Toulouse, Paris

Le scrutin s'annonce incertain à Toulon mais aussi Nantes, Bordeaux, Nîmes ou Toulouse.

Dans la ville rose, le maire sortant divers droite Jean-Luc Moudenc affronte une union de la gauche, menée par le député Insoumis François Piquemal qui sur le papier est en mesure de l'emporter. À moins que les électeurs du socialiste François Briançon (numéro 3 sur la liste fusionnée) ne rejettent massivement cette alliance.

Jeudi matin, François Piquemal a été hué lors d'une cérémonie d'hommage aux victimes des attentats perpétrés par Mohammed Merah en mars 2012.

« *Dehors, LFI !* », « *antijuif !* », « *vous n'avez rien à faire ici, honte à vous le parti de l'islamisme !* », peut-on entendre sur plusieurs vidéos publiées sur les réseaux sociaux.

Signe que la campagne s'accélère et se tend, dans la capitale, le débat télévisé mercredi soir entre les trois candidats au second tour a été électrique et a duré plus de trois heures.

Étrillé toute la soirée par ses concurrentes, à droite Rachida Dati (LR et Modem) qui a fusionné avec la liste de Pierre-Yves Bournazel (Horizons et Renaissance) d'une part, à gauche Sophia Chikirou (LFI) d'autre part, le candidat socialiste Emmanuel Grégoire a contre-attaqué dès jeudi matin.

Après avoir accusé Rachida Dati de « *faute morale* » car elle ne pourra être élue selon lui « sans le soutien explicite de l'extrême droite parisienne et nationale », il a mis directement jeudi en cause Emmanuel Macron dans le désistement de Sarah Knafo, la candidate Reconquête !. Monsieur Macron a jugé que de tels propos « *déshonorent* » son auteur.

57,17 % au 1er tour



Listes en tête au 1^{er} tour

Sources : ministère de l'Intérieur, AFP

Données cartographiques : AFP d'après l'IGN

AFP

Cartes de France montrant les communes où La France insoumise, Les Écologistes, les socialistes, Renaissance, Modem et divers centre, Les Républicains et union de la droite, et le Rassemblement national (y compris alliances avec les ciottistes) sont arrivés en tête au 1^{er} tour des élections municipales, selon les données du ministère de l'Intérieur au 16 mars 2026 à 13 h 30 (Infographie de AFP)

La participation dimanche 15 mars au premier tour des municipales a été de 57,17 % dans l'Hexagone, soit le deuxième plus faible taux sous la

Ve République après le scrutin de 2020 qui s'était déroulé en pleine pandémie de covid-19, selon les données complètes du ministère de l'Intérieur analysées par l'AFP.

En mars 2020, seuls 44,66 % des électeurs s'étaient déplacés aux urnes au premier tour dans le contexte très particulier du covid-19 et le second tour avait dû être reporté de trois mois.

La participation 2026 se situe plus de 15 points sous la moyenne de participation à une élection municipale entre 1959 et 2014 (72,35 %).

Elle est en baisse sensible par rapport aux élections de 2014 (63,55 %, -6 points).

La chute est particulièrement spectaculaire dans les villes de moins de 1 000 habitants, où elle passe de 75 à 64 % (-11). La baisse s'amenuise quand la taille des communes augmente.

Dans les villes de plus de 100 000 habitants, l'électorat s'est même un peu plus mobilisé qu'en 2014 (+ 0,6 point). À l'échelle départementale, la plus faible participation a été enregistrée en Seine-Saint-Denis (46,73 %), la plus forte dans le Cantal (71,02 %).

“Cette élection n'a pas trouvé sa place. La campagne a commencé très tardivement à l'échelle nationale parce qu'il y a eu ce vote du budget si tardif”, avant d'être “percutée par l'international”, notamment l'intervention israélo-américaine en Iran déclenchée le 28 février, a expliqué dimanche sur LCI le directeur général de l'Ifop, Frédéric Dabi.

Avec AFP

Cet article vous a éclairé ? Il est né de l'engagement de lecteurs comme vous. Rejoignez ceux qui rendent ce journalisme possible : abonnez-vous ou faites un don.